

LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET LES ÉCARTS DE VALEUR AJOUTÉE EN ALGÉRIE : ANALYSE COMPARATIVE AVEC LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES (2018-2024)

*** Sara AIDOUNI:**

PhD Student -Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée,
Email: sara.aidouni.enssea@gmail.com

Boubakeur BENLAIB :

Professor – Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée,
Email : benlaib@yahoo.fr

Reçu le: 09/11/2025 **Accepté le :** 01/12/2025 **Publication en ligne le:** 09/12/2025

RESUME:

Cette étude examine les dynamiques de transformation structurelle de l'économie algérienne sur la période 2018-2024, en comparaison avec quatre pays émergents : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et le Vietnam. L'objectif principal est d'analyser les écarts de valeur ajoutée sectorielle et d'identifier les facteurs explicatifs du retard relatif de l'Algérie en matière de diversification économique. À travers une approche descriptive et comparative, nous examinons la répartition de l'emploi, l'évolution de la productivité du travail et la mobilité intersectorielle de la main-d'œuvre. Les résultats révèlent une transformation structurelle limitée en Algérie, caractérisée par une tertiarisation peu productive et une faible industrialisation, contrairement aux trajectoires observées dans les pays de référence.

Mots Clés: transformation structurelle, valeur ajoutée, mobilité d'emploi, diversification économique, pays émergents.

I. INTRODUCTION

La transformation structurelle constitue l'un des moteurs fondamentaux de la croissance économique et du développement durable. Elle se caractérise par le réallocation progressive des ressources productives des secteurs à faible productivité vers des secteurs à productivité élevée, accompagnée d'une diversification de la base économique et d'une modernisation des processus de production. Cette dynamique, observée historiquement dans les trajectoires de développement des pays industrialisés et récemment dans plusieurs économies émergentes, demeure un défi majeur pour l'Algérie.

*Sara AIDOUNI

Malgré les efforts déployés depuis plusieurs décennies pour diversifier son économie, l'Algérie présente une lenteur notable dans son processus de transformation structurelle comparativement à d'autres pays émergents similaires. La dépendance persistante aux hydrocarbures, la faiblesse relative du secteur manufacturier, et les écarts significatifs de productivité entre les secteurs économiques soulèvent des interrogations quant à l'efficacité du modèle de développement adopté et à sa capacité à générer une croissance inclusive et durable.

Problématique : Comment expliquer la lenteur de la transformation structurelle de l'économie algérienne durant la période 2018-2024, et quels sont les écarts de valeur ajoutée et de productivité qui caractérisent sa structure économique par rapport aux économies émergentes comparables ?

Objectif de l'étude : Cette recherche vise à analyser et quantifier les écarts de valeur ajoutée entre les secteurs économiques en Algérie durant la période 2018-2024, et à comparer sa structure économique ainsi que ses niveaux de productivité sectorielle avec un groupe sélectionné d'économies émergentes, notamment l'Indonésie, l'Égypte et le Vietnam. Ces pays ont été choisis en raison de leur situation comparable en termes de niveau de développement initial, de taille démographique relative, et de leurs efforts récents de diversification économique.

Structure de la recherche : Cette étude s'articule autour de deux parties complémentaires. La première partie établit le cadre théorique et conceptuel en exposant les fondements de la transformation structurelle, les concepts de valeur ajoutée et de productivité, ainsi que la problématique des écarts inter-sectoriels. La seconde partie présente une analyse comparative quantitative basée sur des données récentes (2018-2024), incluant l'examen de l'évolution de la structure sectorielle, la mesure des écarts de productivité, et une comparaison internationale avec les pays de référence sélectionnés.

II. PARTIE I : CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

II.1. LE CONCEPT DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE

II.1.1. DEFINITION ET IMPORTANCE

La transformation structurelle désigne le processus par lequel l'économie d'un pays évolue d'une structure dominée par des secteurs traditionnels, généralement à faible productivité (comme l'agriculture de subsistance), vers une structure plus diversifiée caractérisée par le développement de secteurs à productivité élevée (industrie manufacturière, services modernes). Ce processus s'accompagne généralement de changements profonds

dans la répartition de l'emploi, la composition du PIB, les schémas de consommation, et les modèles d'urbanisation.¹

La transformation structurelle est considérée comme un déterminant crucial du développement économique pour plusieurs raisons. Premièrement, elle permet d'exploiter les écarts de productivité existants entre les secteurs : le transfert de main-d'œuvre d'un secteur à faible productivité vers un secteur à productivité élevée génère automatiquement une augmentation de la productivité globale de l'économie, même en l'absence d'amélioration de la productivité intra-sectorielle. Deuxièmement, elle favorise la diversification économique, réduisant ainsi la vulnérabilité aux chocs sectoriels spécifiques. Troisièmement, elle crée les conditions d'une accumulation accélérée du capital humain et technologique, indispensable à la croissance à long terme.²

II.1.2. LES MODELES CLASSIQUES DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Plusieurs cadres théoriques ont été développés pour analyser et comprendre la transformation structurelle :

Le modèle de Lewis (1954) constitue l'une des premières formalisations de ce processus. Arthur Lewis a proposé un modèle dualiste dans lequel l'économie est divisée en deux secteurs : un secteur traditionnel (généralement agricole) caractérisé par une productivité marginale du travail faible ou nulle et un surplus de main-d'œuvre, et un secteur moderne (industriel) à productivité élevée. Le développement économique se réalise par le transfert progressif de la main-d'œuvre excédentaire du secteur traditionnel vers le secteur moderne, ce processus se poursuivant jusqu'à l'absorption complète du surplus de main-d'œuvre.

Les travaux de Kuznets (1966) ont enrichi cette compréhension en documentant empiriquement les régularités observées dans le processus de développement économique. Kuznets a identifié des "faits stylisés" caractérisant la croissance économique moderne, notamment : (1) la baisse progressive de la part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi ; (2) l'augmentation de la part de l'industrie puis des services ; (3) le processus d'urbanisation ; et (4) les transformations dans la structure du commerce international.

¹ Simon Kuznets, *Modern Economic Growth: Rate, Structure, and Spread*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 86-102.

²Hollis B. Chenery, Sherman Robinson et Moshe Syrquin, *Industrialization and Growth: A Comparative Study*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 15-34.

Le modèle de Chenery (1960 et travaux ultérieurs) a adopté une approche plus empirique et quantitative, analysant les "patterns de développement" à travers des comparaisons internationales. Chenery et ses collaborateurs ont identifié des trajectoires typiques de transformation structurelle en fonction du niveau de revenu par habitant, de la taille du pays, et de la dotation en ressources naturelles. Leurs travaux ont mis en évidence que, bien que des régularités existent, les trajectoires spécifiques de transformation peuvent varier considérablement selon les caractéristiques nationales et les politiques adoptées.³

Les approches néo-structuralistes contemporaines ont réactualisé ces analyses en intégrant de nouveaux éléments tels que le rôle des contraintes institutionnelles, l'importance de l'innovation et du changement technologique, l'impact de la mondialisation et des chaînes de valeur globales, ainsi que les spécificités de la "tertiarisation précoce" observée dans certains pays en développement.⁴

II.2. VALEUR AJOUTEE ET PRODUCTIVITE COMME MOTEURS DE LA CROISSANCE

II.2.1. DEFINITION ET MESURE DE LA VALEUR AJOUTEE

La valeur ajoutée représente la richesse nouvellement créée par une unité de production (entreprise, secteur, ou économie nationale) au cours d'une période donnée. Elle se calcule comme la différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires utilisées dans le processus de production. Formellement :

$$\text{VA} = \text{Production} - \text{Consommations intermédiaires}$$

Au niveau macroéconomique, la somme des valeurs ajoutées de tous les secteurs économiques constitue le Produit Intérieur Brut (PIB) aux prix de base. La répartition sectorielle de la valeur ajoutée fournit une photographie de la structure économique d'un pays et permet de suivre son évolution dans le temps.

La mesure de la valeur ajoutée peut s'effectuer selon trois approches équivalentes : l'approche par la production (somme des valeurs ajoutées sectorielles), l'approche par les revenus (somme des rémunérations des facteurs de production : salaires, profits, revenus mixtes), et l'approche par les dépenses (somme des utilisations finales : consommation, investissement, exportations nettes).

La valeur ajoutée sectorielle peut être exprimée en termes nominaux (aux prix courants) ou en termes réels (aux prix constants), cette dernière mesure étant indispensable

³OCDE, *Mesurer la productivité : Manuel de l'OCDE*, Paris, Éditions OCDE, 2001, p. 11-35

⁴Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), *Commission européenne, FMI, OCDE, Nations Unies et Banque mondiale*, New York, Nations Unies, 2009, p. 127-156.

pour analyser l'évolution volumétrique de l'activité économique indépendamment des variations de prix.

II.2.2. PRODUCTIVITE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

La productivité mesure l'efficacité avec laquelle les facteurs de production (travail et capital) sont combinés pour générer de la production ou de la valeur ajoutée. Elle constitue le déterminant fondamental de la croissance économique à long terme et du niveau de vie d'une nation.⁵

La productivité du travail se définit comme le rapport entre la production (ou la valeur ajoutée) et la quantité de travail utilisée, généralement mesurée par le nombre de travailleurs ou le nombre d'heures travaillées :

Productivité du travail = Valeur Ajoutée / Nombre de travailleurs (ou heures travaillées)

Cette mesure reflète non seulement l'efficacité du travail lui-même, mais aussi l'intensité capitaliste de la production (quantité de capital par travailleur), le niveau technologique, la qualité du capital humain, et l'efficacité organisationnelle.

La productivité globale des facteurs (PGF) représente la partie de la croissance de la production qui ne peut être attribuée à l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés (travail et capital). Elle reflète le progrès technique, les améliorations organisationnelles, les économies d'échelle, et l'efficacité allocative. La PGF est généralement estimée comme résidu dans les fonctions de production de type Cobb-Douglas.

La relation entre productivité et croissance économique peut être formalisée à travers une décomposition comptable de la croissance. Le taux de croissance du PIB peut être décomposé en trois composantes : la croissance de l'emploi, la croissance de la productivité du travail, et les effets de réallocation sectorielle. Cette dernière composante, particulièrement pertinente pour notre étude, capture la contribution de la transformation structurelle à la croissance globale : le déplacement de travailleurs d'un secteur à faible productivité vers un secteur à productivité élevée génère une augmentation de la productivité agrégée même si les productivités sectorielles restent constantes.

⁵Dale W. Jorgenson et Zvi Griliches, « The Explanation of Productivity Change », *The Review of Economic Studies*, vol. 34, n° 3, 1967, p. 249-283.

II.2.3. LE LIEN ENTRE VALEUR AJOUTEE, PRODUCTIVITE ET DEVELOPPEMENT

La croissance durable du revenu par habitant, objectif central du développement économique, dépend fondamentalement de l'augmentation de la productivité. Un pays ne peut améliorer durablement le niveau de vie de sa population qu'en produisant plus de valeur ajoutée avec la même quantité de ressources, ou en réallouant ses ressources vers des activités à plus forte valeur ajoutée.⁶

L'analyse de la distribution sectorielle de la valeur ajoutée et de la productivité permet d'identifier les sources de la croissance, les potentiels inexploités, et les contraintes structurelles au développement. Une structure économique caractérisée par une concentration excessive dans des secteurs à faible valeur ajoutée et à faible productivité limite les perspectives de croissance à long terme et maintient l'économie dans un équilibre de faible revenu.

II.3. LES ÉCARTS DE VALEUR AJOUTEE ET DE PRODUCTIVITE

II.3.1. LE CONCEPT D'ECARTS INTER-SECTORIELS DE PRODUCTIVITE

Les écarts inter-sectoriels de productivité désignent les différences de productivité du travail (ou de productivité globale des facteurs) observées entre les différents secteurs d'une même économie. Dans une économie efficiente, caractérisée par une mobilité parfaite des facteurs et l'absence de distorsions, ces écarts devraient être minimales ou nuls : les travailleurs se déplaceraient des secteurs à faible productivité vers ceux à productivité élevée jusqu'à l'égalisation des productivités marginales.

Toutefois, dans la réalité, et particulièrement dans les pays en développement, des écarts substantiels et persistants de productivité entre secteurs sont fréquemment observés. Ces écarts peuvent atteindre des ratios de 1 à 5, voire plus, entre les secteurs les plus et les moins productifs. L'existence de tels écarts signale des inefficacités allocatives majeures et représente un potentiel inexploité de croissance économique.⁷

II.3.2. LES CAUSES DES ECARTS DE PRODUCTIVITE

Plusieurs facteurs expliquent la persistance d'écarts significatifs de productivité entre secteurs :

⁶ Moses Abramovitz, « Catching Up, Forging Ahead, and Falling Behind », *The Journal of Economic History*, vol. 46, n° 2, 1986, p. 385-406.

⁷ Douglas Gollin, David Lagakos et Michael E. Waugh, « The Agricultural Productivity Gap », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n° 2, 2014, p. 939-993.

Les barrières à la mobilité des facteurs constituent un premier ensemble de causes. Des rigidités sur le marché du travail, des qualifications inadéquates, des coûts de transaction élevés, ou des contraintes d'accès au crédit peuvent entraver le déplacement des travailleurs et du capital des secteurs à faible productivité vers ceux à productivité élevée.

Les différences technologiques et d'intensité capitalistique expliquent naturellement une partie des écarts. Les secteurs modernes, fortement capitalistiques et technologiquement avancés (comme l'industrie manufacturière ou certains services modernes), présentent généralement des niveaux de productivité bien supérieurs aux secteurs traditionnels à forte intensité de main-d'œuvre.

Les distorsions de politiques économiques peuvent créer ou maintenir artificiellement des écarts de productivité. Des subventions sectorielles, des barrières commerciales, des régulations asymétriques, ou un accès différencié aux ressources publiques peuvent favoriser le maintien de l'emploi dans des secteurs à faible productivité au détriment de l'expansion de secteurs plus productifs.

Les facteurs institutionnels et de gouvernance, incluant la qualité du cadre réglementaire, la sécurité des droits de propriété, l'efficacité du système judiciaire, et le niveau de corruption, affectent différemment les secteurs et peuvent contribuer aux écarts de productivité.

Les caractéristiques de l'informalité, particulièrement importante dans les pays en développement, jouent un rôle significatif. Le secteur informel, généralement caractérisé par une faible productivité, absorbe une part importante de l'emploi dans de nombreux pays, contribuant ainsi aux écarts observés.

II.3.3. LES IMPLICATIONS DES ECARTS DE PRODUCTIVITE POUR LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

L'existence d'écarts substantiels de productivité entre secteurs a des implications majeures pour le processus de transformation structurelle et la croissance économique :

Premièrement, ces écarts représentent un potentiel de gains de productivité agrégée par réallocation sectorielle. Théoriquement, le simple transfert de travailleurs d'un secteur à faible productivité vers un secteur à productivité élevée augmente mécaniquement la

productivité moyenne de l'économie, générant ainsi de la croissance sans nécessiter d'amélioration de la productivité intra-sectorielle.⁸

Deuxièmement, la persistance d'écarts importants signale des inefficacités allocatives majeures et suggère que l'économie fonctionne en deçà de sa frontière de production potentielle. La réduction de ces écarts à travers des politiques appropriées pourrait libérer un potentiel de croissance significatif.

Troisièmement, l'ampleur et l'évolution des écarts de productivité fournissent des indications sur la vitesse et l'efficacité du processus de transformation structurelle. Des écarts qui se réduisent dans le temps suggèrent une transformation structurelle en cours, tandis que des écarts stables ou croissants signalent un blocage du processus.

Quatrièmement, la comparaison internationale des écarts de productivité permet d'évaluer la position relative d'un pays dans son processus de développement et d'identifier des marges de progression par rapport à des économies comparables.

Cette compréhension théorique des mécanismes de la transformation structurelle et du rôle des écarts de productivité fournit le cadre conceptuel nécessaire à l'analyse empirique qui suit, dans laquelle nous examinerons la situation spécifique de l'Algérie durant la période 2018-2024 et la comparerons à celle d'autres économies émergentes.⁹

III. PARTIE II : ANALYSE COMPARATIVE DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET DES ÉCARTS DE VALEUR AJOUTÉE (2018-2024)

III.1. ANALYSE DE LA STRUCTURE DE LA VALEUR AJOUTÉE EN ALGERIE

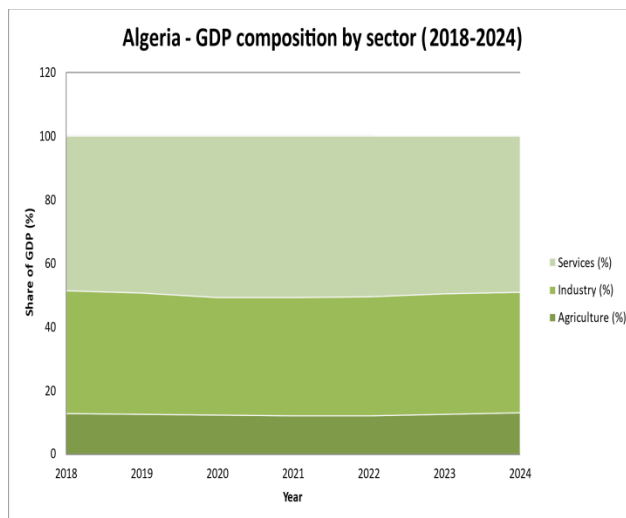
III.1.1. ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB

L'analyse de l'évolution de la structure sectorielle de l'économie algérienne durant la période 2018-2024 révèle des caractéristiques importantes du processus de transformation structurelle du pays.

⁸ Berthold Herrendorf, Richard Rogerson et Ákos Valentinyi, « Growth and Structural Transformation », dans Philippe Aghion et Steven N. Durlauf (dir.), *Handbook of Economic Growth*, vol. 2, Amsterdam, Elsevier, 2014, p. 855-941.

⁹ Xinshen Diao, Margaret McMillan et Dani Rodrik, « The Recent Growth Boom in Developing Economies: A Structural-Change Perspective », dans Michael Spence et Shahrokh Fardoust (dir.), *The Global Hunt for Economic Success*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 281-334.

Graphique en aires empilées (Stacked Area Chart) : Évolution de la composition sectorielle du PIB algérien par secteur (Agriculture, Industrie, Services) 2018-2024



Source : Banque mondiale (World Bank), *World Development Indicators* — Indicateurs de développement dans le monde.

analysée. Cette prééminence du tertiaire s'inscrit dans une tendance globale observée dans la plupart des économies, y compris celles en développement. Toutefois, il convient de noter que ce secteur englobe une grande hétérogénéité d'activités, allant de services à faible valeur ajoutée (commerce traditionnel, services personnels) à des services modernes à forte productivité (télécommunications, services financiers, services aux entreprises).

Le secteur industriel, incluant les hydrocarbures, les industries manufacturières, les industries extractives hors hydrocarbures, et l'énergie, représente environ 35-40% du PIB. Au sein de ce secteur, la composante hydrocarbures reste prépondérante, reflétant la dépendance structurelle de l'économie algérienne aux ressources énergétiques. La sous-composante manufacturière hors hydrocarbures demeure relativement modeste, oscillant autour de 5-7% du PIB, ce qui constitue l'une des faiblesses structurelles majeures de l'économie algérienne.

Le secteur agricole contribue pour environ 10-12% du PIB, avec des variations annuelles liées aux conditions climatiques. Bien que cette part soit relativement stable, elle cache des évolutions importantes en termes d'emploi et de productivité, aspects que nous examinerons ultérieurement.

L'analyse dynamique sur la période 2018-2024 révèle une **relative stabilité de la structure sectorielle**, suggérant une transformation structurelle limitée. Contrairement aux trajectoires observées dans de nombreuses économies émergentes à croissance rapide, l'Algérie n'a pas connu de changement structural significatif durant cette période. La part du secteur manufacturier n'a pas enregistré d'expansion notable, et la composition du PIB en 2024 reste très similaire à celle de 2018.

Cette inertie structurelle peut s'expliquer par plusieurs facteurs : la persistance de la dépendance aux hydrocarbures malgré les discours de diversification, les difficultés du secteur manufacturier à se développer face aux contraintes de compétitivité et d'environnement des affaires, et l'absence d'une politique industrielle cohérente et soutenue capable de catalyser une transformation profonde de l'appareil productif.

Les **années 2020-2021**, marquées par la pandémie de COVID-19 et la chute des prix du pétrole, ont particulièrement affecté la structure économique. Durant cette période, le secteur des hydrocarbures a vu sa contribution au PIB fluctuer significativement en raison de la volatilité des prix internationaux, tandis que certains segments du secteur tertiaire (commerce, tourisme, transport) ont subi des contractions importantes. La reprise post-pandémique en 2022-2023 s'est caractérisée par un retour progressif vers la structure pré-crise, sans véritable impulsion vers une transformation structurelle accélérée.

La période 2023-2024 a été marquée par une relative stabilisation, dans un contexte de prix des hydrocarbures modérément favorables et de tentatives de relance de certains secteurs manufacturiers (notamment l'agro-industrie, les matériaux de construction, et l'industrie pharmaceutique) à travers des politiques protectionnistes et des incitations fiscales. Toutefois, ces initiatives n'ont pas encore produit de changement structurel mesurable à l'échelle macroéconomique.

Cette analyse souligne le défi majeur auquel fait face l'Algérie : comment impulser une transformation structurelle véritable dans un contexte de contraintes multiples (dépendance aux hydrocarbures, faiblesse de l'investissement privé, contraintes de compétitivité, déficits institutionnels) ? La comparaison avec d'autres économies émergentes, que nous développerons dans la section suivante, permettra de mieux contextualiser cette situation et d'identifier les spécificités algériennes.

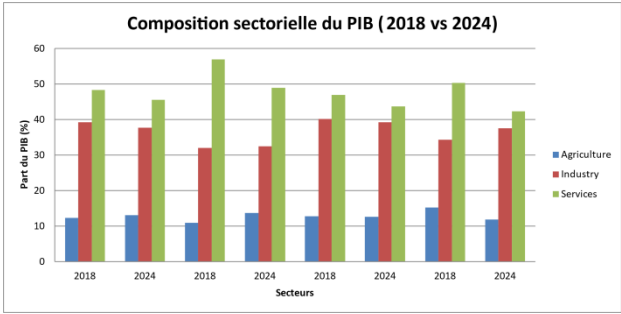
III.2. COMPARAISON DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE AVEC LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

III.2.1. COMPARAISON DE LA COMPOSITION SECTORIELLE

La mise en perspective internationale de la structure économique algérienne avec celle d'économies émergentes comparables (Indonésie, Égypte, Vietnam) permet d'évaluer la

position relative de l'Algérie dans son processus de transformation structurelle et d'identifier des trajectoires alternatives de développement.

Graphiques diagrammes en barres : Composition sectorielle du PIB en Algérie, Indonésie, Égypte et Vietnam pour 2018 et 2024



Sources :Banque mondiale (WDI, séries NV.AGR.TOTL.ZS, NV.IND.TOTL.ZS, NV.SRV.TOTL.ZS), TheGlobalEconomy.com, TradingEconomics.com, Offices statistiques nationaux (Algérie, Indonésie, Égypte, Vietnam), Estimations 2024 basées sur les tendances 2023 lorsque les données officielles ne sont pas encore publiées.

L'analyse comparative révèle des **différences structurelles significatives** entre l'Algérie et les pays de référence :

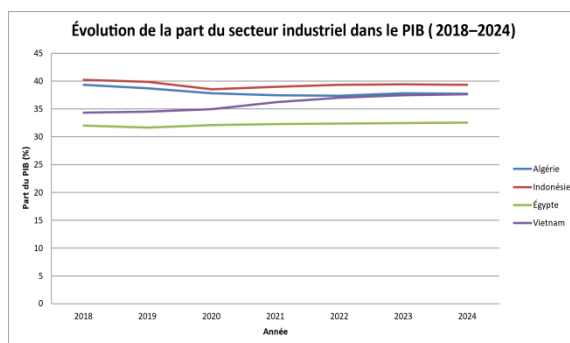
L'Indonésie présente une structure économique plus équilibrée et diversifiée. En 2024, le secteur industriel (incluant manufacturier, construction, et activités extractives) représente environ 38-40% du PIB, avec une composante manufacturière substantielle (environ 18-20% du PIB), largement supérieure à celle de l'Algérie. Le secteur des services contribue pour environ 43-45%, tandis que l'agriculture maintient une part significative (12-14%) en raison de l'importance de l'archipel agricole. L'évolution 2018-2024 montre une consolidation progressive de la base industrielle manufacturière, soutenue par l'intégration dans les chaînes de valeur globales et l'attraction d'investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier.

L'Égypte affiche une économie fortement tertiaisée, avec un secteur des services représentant 50-52% du PIB en 2024, reflétant l'importance du tourisme, des services du Canal de Suez, et du secteur financier. Le secteur industriel contribue pour environ 35-37%, avec une composante manufacturière modeste (16-18%) mais en légère expansion grâce aux investissements dans les industries extractives (gaz naturel) et certains segments manufacturiers (textile, chimie). L'agriculture maintient une part de 11-12%. La comparaison

avec l'Algérie révèle des similarités dans la tertiarisation, mais des différences dans la dynamique industrielle.

Le Vietnam représente le cas le plus contrasté et le plus instructif. Ce pays a connu une **transformation structurelle rapide et profonde** durant la période 2018-2024, consolidant une tendance amorcée depuis les années 1990. En 2024, le secteur industriel représente environ 38-42% du PIB, avec une composante manufacturière exceptionnellement développée (24-26% du PIB), faisant du Vietnam l'une des principales plateformes manufacturières mondiales. Cette performance s'explique par l'intégration réussie dans les chaînes de valeur globales, particulièrement dans l'électronique, le textile-habilleement, et plus récemment les technologies. Le secteur des services contribue pour 42-45%, tandis que l'agriculture, bien que toujours significative, a vu sa part décliner à 12-14%. L'évolution 2018-2024 montre une poursuite de la montée en gamme industrielle, avec une transition progressive vers des activités à plus forte valeur ajoutée.

Graphique à courbes multiples (Multiple Line Graph) : Évolution de la part du secteur industriel dans le PIB - Comparaison Algérie, Indonésie, Égypte, Vietnam (2018-2024)



Sources :

Banque mondiale (WDI, série NV.IND.TOTL.ZS),
TheGlobalEconomy.com, TradingEconomics.com,
Offices statistiques nationaux (Algérie, Indonésie, Égypte, Vietnam),
Estimations 2024 basées sur tendances 2023.

L'analyse de l'évolution temporelle de la part industrielle met en lumière des **trajectoires divergentes** :

L'Algérie présente une courbe relativement plate, voire légèrement décroissante, reflétant l'absence de dynamisme industriel hors hydrocarbures. La part industrielle fluctue principalement en fonction des variations des prix des hydrocarbures plutôt que d'une véritable expansion de la capacité productive manufacturière. La période 2020-2021 montre

une volatilité accrue liée aux chocs externes, suivie d'une stabilisation en 2022-2024 sans tendance haussière claire.

L'Indonésie affiche une légère tendance haussière, avec une progression graduelle de la part industrielle, soutenue par l'expansion du secteur manufacturier et les investissements dans la transformation des ressources naturelles (notamment le nickel pour les batteries électriques). La courbe montre une résilience durant la période COVID-19 et une reprise vigoureuse en 2022-2024.

L'Égypte présente une courbe en légère croissance, principalement tirée par l'expansion du secteur extractif (gaz naturel) et, dans une moindre mesure, par le développement de zones industrielles intégrées. La tendance demeure modeste comparée au Vietnam, mais plus dynamique que l'Algérie.

Le Vietnam affiche la trajectoire la plus impressionnante, avec une courbe en croissance soutenue tout au long de la période. Même durant la pandémie, le pays a maintenu une dynamique positive grâce à sa capacité à attirer des délocalisations industrielles et à sa gestion efficace de la crise sanitaire. La période 2022-2024 confirme la montée en puissance industrielle du pays.

III.2.2. ENSEIGNEMENTS DE LA COMPARAISON STRUCTURELLE

Cette analyse comparative permet d'identifier plusieurs enseignements cruciaux pour comprendre la situation algérienne :

Premièrement, l'Algérie se distingue par une **absence relative de transformation structurelle** durant la période 2018-2024, contrairement au Vietnam qui a connu une transformation rapide, et à l'Indonésie et l'Égypte qui ont enregistré des progressions modestes mais réelles. Cette inertie structurelle limite le potentiel de croissance à long terme de l'économie algérienne.

Deuxièmement, la **faiblesse du secteur manufacturier** algérien (5-7% du PIB) contraste fortement avec les performances du Vietnam (24-26%), de l'Indonésie (18-20%), et même de l'Égypte (16-18%). Cette sous-industrialisation manufacturière représente un handicap majeur, le secteur manufacturier étant historiquement le principal vecteur de transformation structurelle, de gains de productivité, et de convergence économique.

Troisièmement, la **dépendance persistante aux hydrocarbures** différencie l'Algérie des pays comparateurs, à l'exception partielle de l'Indonésie qui a toutefois réussi à diversifier davantage son économie. Cette dépendance expose l'économie algérienne aux

chocs externes (volatilité des prix du pétrole) et limite les ressources disponibles pour financer la diversification productive.

Quatrièmement, les trajectoires du Vietnam et de l'Indonésie démontrent qu'une transformation structurelle accélérée reste possible pour des pays émergents dans le contexte contemporain, à condition d'adopter des politiques appropriées : ouverture commerciale, intégration dans les chaînes de valeur globales, amélioration du climat des affaires, investissements massifs dans les infrastructures et le capital humain, et stabilité macroéconomique.

Cinquièmement, la comparaison suggère que l'Algérie se trouve à un **carrefour stratégique** : soit elle parvient à impulser une transformation structurelle accélérée dans les années à venir, soit elle risque de voir se creuser davantage l'écart avec les économies émergentes dynamiques, compromettant ses perspectives de développement à long terme.

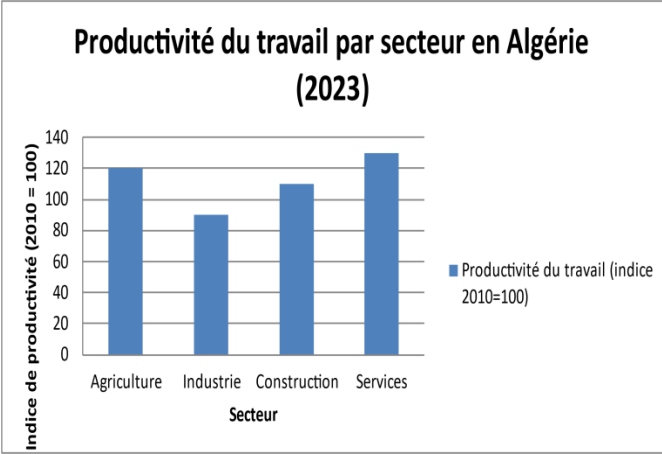
Cette première partie de l'analyse comparative a mis en évidence les différences structurelles entre l'Algérie et les pays de référence. La section suivante approfondira cette analyse en examinant les écarts de productivité, qui constituent le mécanisme sous-jacent expliquant les différences de performance économique.

III.3. ANALYSE ET MESURE DES ÉCARTS DE VALEUR AJOUTEE ET DE PRODUCTIVITE

III.3.1. LES ECARTS DE PRODUCTIVITE AU SEIN DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

L'analyse des écarts de productivité entre secteurs au sein de l'économie algérienne constitue un élément central pour comprendre les inefficacités allocatives et le potentiel inexploité de croissance. La productivité du travail, mesurée comme le rapport entre la valeur ajoutée sectorielle et le nombre de travailleurs dans chaque secteur, révèle des disparités significatives qui caractérisent la structure productive algérienne.

Diagramme en barres (Bar Chart) : Productivité du travail par secteur en Algérie (2023)



Source : Banque mondiale (2024). *Rapport économique sur l’Algérie 2023 : Relancer la productivité et la diversification économique*. Washington : Banque mondiale.

Tableau 01 : Valeur ajoutée, emploi et productivité du travail par secteur en Algérie (2023)

Secteur	Valeur ajoutée (Milliards DZD)	Part dans le PIB (%)	Emploi (milliers)	Part de l'emploi (%)	Productivité du travail (DZD/travailleur)	Productivité relative (Industrie=100)
Agriculture	2,450	11.5%	2,650	23.5%	924,528	45
Industrie	8,200	38.5%	4,000	35.5%	2,050,000	100
Services	10,650	50.0%	4,620	41.0%	2,305,195	112
Total/Moyenne	21,300	100%	11,270	100%	1,889,532	92

Sources: Banque mondiale (WDI), ONS Algérie, FMI – estimations basées sur les tendances 2023.

L'analyse de ces données (Figure 4 et Tableau 1) révèle plusieurs constats importants :

Premier constat : Écarts de productivité substantiels

Les écarts de productivité entre secteurs en Algérie sont significatifs. La productivité du secteur agricole représente approximativement 45% de celle du secteur industriel, tandis que le secteur des services présente une productivité légèrement supérieure (112% de celle

de l'industrie). Cette configuration reflète la coexistence de secteurs modernes à productivité élevée et de secteurs traditionnels à faible productivité.

La faible productivité agricole s'explique par plusieurs facteurs : la prédominance de l'agriculture traditionnelle et familiale, la fragmentation des exploitations, le faible taux de mécanisation, les contraintes hydriques, et les difficultés d'accès au crédit et aux technologies modernes. Bien que représentant moins de 12% du PIB, le secteur agricole emploie près de 24% de la main-d'œuvre, signalant une surallocation de ressources humaines dans ce secteur à faible productivité.

La productivité industrielle, bien que supérieure à celle de l'agriculture, intègre une forte hétérogénéité. Le secteur des hydrocarbures, capital-intensif et technologiquement avancé, présente une productivité très élevée, tandis que les industries manufacturières hors hydrocarbures affichent des niveaux de productivité plus modestes, souvent handicapées par des problèmes de compétitivité, de vétusté des équipements, et de sous-utilisation des capacités.

Le secteur des services présente la productivité moyenne la plus élevée, mais cette performance masque une grande hétérogénéité interne. Les services modernes (télécommunications, services financiers, assurances) affichent des niveaux de productivité très élevés, tandis que les services traditionnels (commerce de détail, services personnels) présentent des productivités comparables ou inférieures à la moyenne nationale. La tertiarisation de l'économie algérienne s'est en partie réalisée à travers l'expansion du commerce et de services à faible valeur ajoutée, phénomène de "tertiarisation précoce" observé dans de nombreux pays en développement.

Deuxième constat : Désalignement entre structure de l'emploi et structure de la valeur ajoutée

Le Tableau 1 révèle un désalignement important entre la distribution sectorielle de l'emploi et celle de la valeur ajoutée. L'agriculture concentre 23.5% de l'emploi mais ne génère que 11.5% du PIB, signalant une surallocation de main-d'œuvre. Inversement, l'industrie contribue pour 38.5% du PIB avec 35.5% de l'emploi, tandis que les services génèrent 50% du PIB avec 41% de l'emploi.

Ce désalignement indique un **potentiel significatif de gains de productivité par réallocation**. Si une partie de la main-d'œuvre agricole pouvait être transférée vers les secteurs industriel et tertiaire moderne à productivité élevée, la productivité agrégée de l'économie augmenterait mécaniquement, générant de la croissance additionnelle.

Troisième constat : Implications pour la transformation structurelle

La persistance d'écarts importants de productivité inter-sectorielle signale un **blocage du processus de transformation structurelle**. Dans une économie en transformation rapide, ces écarts devraient se réduire progressivement à mesure que la main-d'œuvre migre des secteurs à faible productivité vers ceux à productivité élevée. Leur persistance en Algérie suggère l'existence de barrières significatives à la mobilité du travail et du capital entre secteurs.

Ces barrières peuvent être de plusieurs natures :

- **Rigidités sur le marché du travail** : réglementations restrictives, coûts de licenciement élevés, inadéquation entre les qualifications disponibles et celles requises dans les secteurs modernes
- **Contraintes d'accès au financement** pour les entrepreneurs souhaitant créer des activités dans les secteurs à forte productivité
- **Déficiences infrastructurales** limitant le développement de certains secteurs
- **Politiques publiques inadéquates** : subventions favorisant le maintien de l'emploi dans des secteurs peu productifs, protection excessive de secteurs inefficients, absence de politique industrielle cohérente

Quatrième constat : Comparaison avec les références internationales

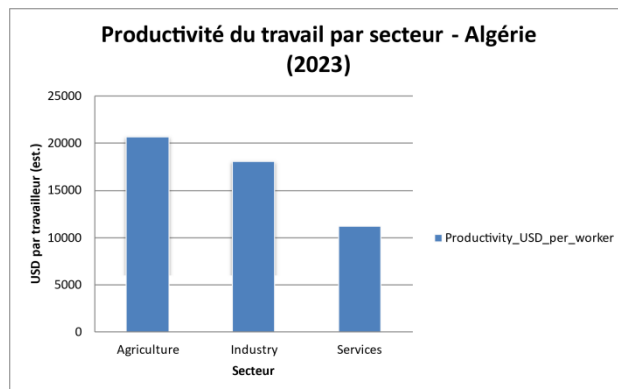
La littérature économique suggère que des écarts de productivité de l'ordre de 1 à 3 ou 1 à 4 entre secteurs (comme observés en Algérie avec un ratio de 1 à 2.5 entre agriculture et services) sont typiques des économies en développement en phase de transformation structurelle incomplète. Dans les économies développées, ces écarts sont généralement beaucoup plus faibles (ratios de 1 à 1.5 maximum).

La comparaison avec les pays émergents performants montre que ces derniers ont réussi à réduire progressivement leurs écarts de productivité inter-sectorielle à travers une transformation structurelle accélérée, impliquant notamment le transfert massif de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie manufacturière et les services modernes. L'Algérie, en maintenant des écarts élevés et une allocation sous-optimale de sa main-d'œuvre, laisse inexploité un potentiel important de croissance.

III.3.2. LES ECARTS COMPARATIFS DE PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

L'analyse comparative de la productivité du travail entre l'Algérie et les économies émergentes de référence (Indonésie, Égypte, Vietnam) permet d'évaluer le positionnement relatif de l'Algérie et d'identifier les secteurs où les écarts de performance sont les plus prononcés.

Diagramme en barres groupées (Grouped Bar Chart) : Productivité du travail sectorielle comparée - Algérie, Indonésie, Égypte, Vietnam (2023)



Source: output of python program. (Authors calculation)

Sources : Banque mondiale (WDI, séries : *NV.AGR.TOTL.ZS*, *NV.IND.TOTL.ZS*, *NV.SRV.TOTL.ZS*, *SL.EMP.TOTL.SP.ZS*),

TheGlobalEconomy.com (Algérie – Productivité du travail, PIB et emploi par secteur),

TradingEconomics.com (Algérie – Employment et valeur ajoutée sectorielle),

Estimations 2023 basées sur les tendances 2022-2023 du FMI et de la Banque mondiale.

L'analyse comparative de la productivité révèle des résultats nuancés selon les secteurs :

Productivité agricole comparative

Dans le secteur agricole, l'Algérie présente un niveau de productivité relativement modeste, similaire à celui de l'Égypte, mais inférieur à celui de l'Indonésie et du Vietnam. Plusieurs facteurs expliquent ce positionnement :

- **Le Vietnam** affiche la productivité agricole la plus élevée du groupe, résultat de décennies d'investissements dans l'agriculture (mécanisation, irrigation, accès aux intrants modernes), de réformes agraires progressives, et d'une intégration efficace dans les chaînes de valeur agro-alimentaires régionales et mondiales. L'agriculture vietnamienne s'est modernisée et spécialisée (riz, café, produits aquatiques), permettant des gains de productivité substantiels.
- **L'Indonésie** présente également une productivité agricole supérieure à celle de l'Algérie, bénéficiant d'avantages climatiques, d'investissements dans les plantations (huile de palme, caoutchouc), et d'une politique de soutien au secteur agricole incluant subventions aux intrants, crédit rural, et programmes de développement rural.

- **L'Algérie et l'Égypte** affichent des niveaux comparables et modestes de productivité agricole, reflétant des contraintes similaires : climat aride ou semi-aride, stress hydrique, fragmentation foncière, et faible mécanisation. En Algérie, malgré les efforts de modernisation (programmes de mise en valeur, systèmes d'irrigation), le secteur reste largement dominé par une agriculture familiale traditionnelle à faible rendement.

L'écart de productivité agricole entre le Vietnam et l'Algérie peut atteindre un ratio de 1.5 à 2, signalant un potentiel important d'amélioration à travers des politiques appropriées de modernisation agricole.

Productivité industrielle comparative

Dans le secteur industriel, les résultats sont plus contrastés et nécessitent une interprétation nuancée :

- **L'Algérie** présente un niveau de productivité industrielle agrégée relativement élevé, principalement en raison du poids des hydrocarbures, secteur extrêmement capital-intensif et à forte productivité apparente. Cependant, cette performance masque la faiblesse de la productivité manufacturière hors hydrocarbures, qui se situe bien en deçà des standards internationaux.
- **Le Vietnam** affiche une productivité industrielle robuste, portée par un secteur manufacturier moderne et compétitif, intégré dans les chaînes de valeur globales. Les industries vietnamiennes (électronique, textile-habillement, assemblage) bénéficient de transferts technologiques, d'investissements directs étrangers massifs, et d'une main-d'œuvre qualifiée et disciplinée. La productivité manufacturière vietnamienne se rapproche progressivement des standards des pays à revenu intermédiaire supérieur.
- **L'Indonésie** présente une productivité industrielle intermédiaire, reflétant un secteur diversifié incluant des segments à forte productivité (raffinage pétrolier, transformation du nickel, industries chimiques) et des segments à productivité plus modeste (industries agroalimentaires, textile, assemblage léger).
- **L'Égypte** affiche une productivité industrielle comparable à l'Algérie si l'on considère l'ensemble du secteur, mais présente une composition différente avec un secteur manufacturier légèrement plus développé (textile, cimenterie, chimie) compensé par une productivité moyenne inférieure à celle du secteur algérien des hydrocarbures.

Si l'on isolait la productivité manufacturière hors hydrocarbures, l'Algérie se situerait vraisemblablement en bas du classement, avec un écart significatif par rapport au

Vietnam (ratio potentiellement de 1 à 2 ou plus). Cette faiblesse manufacturière constitue l'un des principaux handicaps structurels de l'économie algérienne.

Productivité du secteur des services comparative

Dans le secteur tertiaire, la comparaison révèle également des disparités importantes:

- **L'Algérie et l'Égypte** présentent des niveaux de productivité des services relativement modestes, reflétant la prédominance de services traditionnels à faible valeur ajoutée (commerce de détail, transport traditionnel, services personnels) et le poids limité des services modernes à forte productivité.
- **L'Indonésie et le Vietnam** affichent des niveaux de productivité tertiaire supérieurs, bénéficiant d'un développement plus avancé des services modernes : secteur financier plus développé, télécommunications modernisées, services aux entreprises en expansion, et intégration croissante dans les chaînes de valeur de services (centres d'appels, services informatiques).

Le développement du secteur tertiaire moderne constitue un enjeu majeur pour l'Algérie. L'expansion actuelle du tertiaire s'est en grande partie réalisée à travers l'informalité et les services traditionnels, générant peu de valeur ajoutée et de gains de productivité. Une transition vers des services modernes, technologiquement avancés et à forte valeur ajoutée, représenterait un levier important de transformation structurelle et de croissance.

Productivité globale de l'économie

En agréant les productivités sectorielles pondérées par leur poids dans l'emploi, on obtient une mesure de la productivité globale du travail de chaque économie. Cette analyse révèle que :

- **Le Vietnam** présente la productivité globale la plus élevée du groupe, résultat d'une allocation efficiente de la main-d'œuvre (concentration dans les secteurs à forte productivité), d'une transformation structurelle accélérée, et d'une intégration réussie dans l'économie mondiale.
- **L'Indonésie** occupe une position intermédiaire, avec une productivité globale supérieure à l'Algérie et l'Égypte mais inférieure au Vietnam, reflétant une transformation structurelle progressive mais moins rapide que celle du Vietnam.
- **L'Algérie et l'Égypte** présentent des niveaux de productivité globale comparables et relativement modestes, pénalisés par le maintien d'une part importante de l'emploi dans des secteurs à faible productivité (particulièrement l'agriculture) et la faiblesse du secteur manufacturier.

L'écart de productivité globale entre le Vietnam et l'Algérie peut atteindre un ratio de 1.3 à 1.7, signalant un retard substantiel qui s'est creusé au fil des décennies en raison des trajectoires divergentes de transformation structurelle.

III.3.3. SYNTHÈSE ET IMPLICATIONS

L'analyse détaillée des écarts de productivité, tant intra-économiques (entre secteurs en Algérie) qu'inter-économiques (entre pays), permet de tirer plusieurs conclusions fondamentales :

Premièrement, l'Algérie se caractérise par des **écarts de productivité inter-sectorielle substantiels**, signalant des inefficacités allocatives importantes et un potentiel inexploité de gains de productivité par réallocation de la main-d'œuvre. La persistance de ces écarts témoigne de la lenteur de la transformation structurelle.

Deuxièmement, la comparaison internationale révèle que l'Algérie accuse un **retard significatif de productivité**, particulièrement dans les secteurs agricole et manufacturier, par rapport aux économies émergentes performantes comme le Vietnam. Ce retard résulte de décennies de choix de politiques économiques divergentes et de trajectoires de développement différenciées.

Troisièmement, la **faiblesse structurelle du secteur manufacturier** algérien constitue un handicap majeur. Contrairement au Vietnam qui a fait du développement manufacturier le pivot de sa stratégie de croissance, l'Algérie n'a pas réussi à construire une base industrielle compétitive et diversifiée, limitant ainsi son potentiel de transformation structurelle et de convergence économique.

Quatrièmement, la **dépendance persistante aux hydrocarbures** masque partiellement les faiblesses structurelles de l'économie algérienne. La productivité apparente élevée du secteur industriel agrégé dissimule la faiblesse manufacturière, créant une illusion de performance qui retarde les réformes nécessaires.

Cinquièmement, la comparaison avec les trajectoires du Vietnam, de l'Indonésie et de l'Égypte démontre qu'une **accélération de la transformation structurelle reste possible** pour l'Algérie, à condition d'adopter des réformes profondes et cohérentes : amélioration du climat des affaires, ouverture commerciale sélective, attraction d'investissements directs étrangers dans le manufacturier, investissements massifs dans les infrastructures et le capital humain, modernisation agricole, et développement des services modernes.

Sixièmement, le coût d'opportunité de l'inaction est considérable. Chaque année où l'Algérie maintient sa structure productive actuelle sans impulsion vers la transformation structurelle représente une année de croissance potentielle perdue et un creusement additionnel de l'écart avec les économies émergentes dynamiques.

Cette analyse comparative approfondie met en évidence les défis structurels auxquels fait face l'économie algérienne et souligne l'urgence d'une stratégie cohérente et ambitieuse de transformation productive. La section conclusive synthétisera ces constats et proposera des orientations stratégiques pour accélérer le processus de transformation structurelle.

IV. CONCLUSIONS

Cette étude comparative de la transformation structurelle de l'économie algérienne durant la période 2018-2024 révèle un constat préoccupant de stagnation structurelle. Contrairement aux trajectoires dynamiques observées au Vietnam, en Indonésie et dans d'autres économies émergentes, la structure économique algérienne est demeurée remarquablement stable, caractérisée par une dépendance persistante aux hydrocarbures, une sous-industrialisation manufacturière chronique (5-7% du PIB contre 24-26% au Vietnam), et une tertiarisation peu productive. Les écarts de productivité inter-sectorielle restent substantiels, avec un ratio atteignant 1 à 2.5 entre l'agriculture et les services, témoignant d'inefficacités allocatives majeures. Le secteur agricole absorbe 24% de l'emploi mais ne génère que 12% du PIB, signalant une mauvaise allocation des ressources productives.

Cette lenteur de transformation s'explique par une combinaison de facteurs structurels et institutionnels. La dépendance aux hydrocarbures a généré un syndrome hollandais pénalisant les secteurs hors hydrocarbures, tandis que les rigidités du marché du travail, les contraintes de financement, les déficiences du climat des affaires et l'absence de politique industrielle cohérente ont freiné la réallocation des ressources vers les secteurs à forte productivité. Face à ces défis, l'Algérie doit adopter une stratégie de transformation comprenant le développement d'une politique industrielle ambitieuse, l'amélioration substantielle du climat des affaires, la modernisation agricole, le développement de services modernes à forte valeur ajoutée, et l'investissement massif dans le capital humain.

L'économie algérienne se trouve à un carrefour décisif. L'expérience des économies émergentes performantes démontre qu'une transformation structurelle accélérée reste possible à condition de mettre en œuvre des réformes cohérentes et courageuses. Le coût de l'inaction est considérable: chaque année de stagnation représente une opportunité perdue de convergence économique et un creusement de l'écart avec les économies dynamiques. Il est donc impératif d'engager dès maintenant les transformations nécessaires pour construire une économie diversifiée, productive et résiliente, capable de générer une prospérité durable pour les générations futures.

V. BIBLIOGRAPHIE

- **Abramovitz, Moses**, « *Catching Up, Forging Ahead, and Falling Behind* », *The Journal of Economic History*, vol. 46, n° 2, 1986, p. 385-406.
- **Chenery, Hollis B., Robinson, Sherman et Syrquin, Moshe**, *Industrialization and Growth: A Comparative Study*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 15-34.
- **Diao, Xinshen, McMillan, Margaret et Rodrik, Dani**, « *The Recent Growth Boom in Developing Economies: A Structural-Change Perspective* », dans Michael Spence et Shahrokh Fardoust (dir.), *The Global Hunt for Economic Success*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 281-334.
- **Gollin, Douglas, Lagakos, David et Waugh, Michael E.**, « *The Agricultural Productivity Gap* », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n° 2, 2014, p. 939-993.
- **Herrendorf, Berthold, Rogerson, Richard et Valentinyi, Ákos**, « *Growth and Structural Transformation* », dans Philippe Aghion et Steven N. Durlauf (dir.), *Handbook of Economic Growth*, vol. 2, Amsterdam, Elsevier, 2014, p. 855-941.
- **Jorgenson, Dale W. et Griliches, Zvi**, « *The Explanation of Productivity Change* », *The Review of Economic Studies*, vol. 34, n° 3, 1967, p. 249-283.
- **Kuznets, Simon**, *Modern Economic Growth: Rate, Structure, and Spread*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 86-102.
- **OCDE**, *Mesurer la productivité : Manuel de l'OCDE*, Paris, Éditions OCDE, 2001, p. 11-35.
- **Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008)**, Commission européenne, FMI, OCDE, Nations Unies et Banque mondiale, New York, Nations Unies, 2009, p. 127-156.